



VERS UNE MEILLEURE GOUVERNANCE DE L'UTILISATION DES TERRES POUR LES FORÊTS ET L'AGRICULTURE

Entre 1990 et 2015, la superficie forestière mondiale a diminué de 129 millions d'hectares (3,1 pour cent) et est aujourd'hui d'un peu moins de 4 milliards d'hectares. Bien que la perte forestière nette, au niveau mondial, ait ralenti et soit passée d'une moyenne de 7,3 millions d'hectares par an dans les années 1990 à 3,3 millions d'hectares par an sur la période 2010-2015 (FAO, 2015a), la déforestation reste tout de même très préoccupante (ONU, 2015b). En mettant un terme à la perte de forêt, on aidera des centaines de millions de personnes, dont bon nombre des personnes les plus pauvres au monde, qui dépendent des biens et des services environnementaux forestiers pour leur subsistance. On contribuera aussi à lutter contre le changement climatique, à protéger les habitats de 75 pour cent de la biodiversité terrestre du monde et à préserver la résilience des écosystèmes – ce qui favorisera l'agriculture durable.

Ces 25 dernières années, la plus grande partie de la perte de superficie forestière s'est concentrée dans le domaine tropical, où la population continue de croître, notamment dans les zones rurales. À l'inverse, on a constaté une augmentation nette de la superficie forestière dans le domaine tempéré, où la population rurale est généralement en recul. Il existe des liens clairs entre perte forestière et revenu national: sur la période 2000-2010, les pays à revenu élevé ont enregistré, dans l'ensemble, une augmentation de leur superficie forestière, tandis que les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à faible revenu ont tous enregistré, dans l'ensemble, une diminution de leur superficie forestière (les baisses les plus importantes ont été constatées dans le groupe des pays à faible revenu).

La conversion des terres forestières pour l'agriculture reste le principal moteur de déforestation. Sur la période 2000-2010, la perte de forêt dans le domaine tropical (7 millions d'hectares par an) a été du même ordre de grandeur que l'accroissement de la superficie agricole (6 millions d'hectares par an). La plus grande partie de cette perte forestière, et de cet accroissement de la superficie agricole, a été constatée en Amérique du Sud, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et du Sud-Est. Selon les estimations, dans les pays tropicaux et subtropicaux, les causes de la déforestation sont l'agriculture commerciale à grande échelle (responsable de 40 pour cent de la déforestation), l'agriculture locale de subsistance (33 pour cent) et l'expansion des zones urbaines, l'infrastructure et les industries extractives (27 pour cent).

Souvent, le développement de l'agriculture à grande échelle est axé sur les exportations et contribue relativement peu à l'approvisionnement alimentaire local, bien qu'il puisse générer des avantages économiques plus larges. L'agriculture commerciale est responsable de près de 70 pour cent de la déforestation en Amérique latine; en Amazonie, l'élevage extensif, la culture de soja et les plantations de palmiers à huile sont des causes importantes de déforestation depuis 1990. Les plantations de palmiers à huile remplacent de vastes superficies de forêt naturelle en Asie du Sud-Est. Il faut mettre en place des garde-fous aux niveaux social et environnemental afin d'éviter les conséquences négatives; des mesures prises volontairement par le secteur privé, telles que des mécanismes de certification et des moratoires sur l'achat de produits issus de zones



déboisées, sont utiles et ont permis des évolutions positives (par exemple une réduction de la déforestation en Amazonie).

L'agriculture commerciale à grande échelle est à l'origine d'un tiers de la déforestation en Afrique. L'agriculture de subsistance est importante pour les moyens d'existence de nombreux ménages pauvres en Afrique; les initiatives visant à l'amélioration de l'efficacité de ce type d'agriculture, telles que le renforcement des organisations d'agriculteurs, doivent être combinées avec des programmes plus larges de développement rural et de protection sociale. Certaines études de cas ont donné des exemples de programmes d'aide qui visaient, par exemple, le cofinancement des projets d'agroforesterie et d'investissement agricole, le renforcement des organisations de producteurs, le développement des compétences et l'accès au microcrédit, aux mesures d'incitation financière, aux prêts assortis de conditions de faveur et aux garanties de prix. Les mesures de ce type s'inscrivent souvent dans des programmes plus larges de développement socioéconomique et de lutte contre la pauvreté qui visent les groupes vulnérables et les régions connaissant des difficultés spéciales.

Les facteurs sous-jacents qui interviennent dans la conversion des forêts sont notamment la croissance démographique, le développement de l'agriculture, les régimes fonciers et la gouvernance du changement d'utilisation des terres. Comme le montrent les études de cas, ces éléments auront plus ou moins d'importance en fonction du contexte national. Depuis 1990, la population mondiale s'est accrue de 37 pour cent, et la consommation alimentaire, de 40 pour cent. La consommation alimentaire va continuer de croître à mesure que la population va continuer d'augmenter, et aussi à mesure que les modes de consommation alimentaire vont évoluer; on constatera aussi probablement une hausse de la demande de terres pour produire d'autres produits tels que les agrocarburants. La sécurité alimentaire est de plus en plus liée aux relations commerciales internationales, tout comme la vulnérabilité des forêts, étant donné que l'agriculture dans les pays à revenu plus faible se développe souvent en réponse aux demandes des pays à revenu plus élevé.

Bien que la sécurité alimentaire, l'agriculture durable et la gestion durable des forêts soient toutes des priorités mondiales, l'analyse des documents de politique présentée ici montre que les décisions sur les priorités relatives à l'utilisation des terres et aux ressources naturelles ne sont pas toujours prises de façon intégrée au niveau national. Il est nécessaire de mieux coordonner les politiques relatives aux forêts, à l'agriculture, à l'alimentation, à l'utilisation des terres, au développement rural et au développement national. Par exemple, les politiques agricoles doivent être plus explicites quant aux implications que les stratégies de production alimentaire peuvent avoir sur les forêts et la gestion durable des terres. Plusieurs études de cas ont montré combien il était important de reconnaître la valeur des forêts, ainsi que l'importance de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, dans les stratégies nationales plus larges de développement économique, de développement rural et de réduction de la pauvreté.

Des problèmes surviennent lorsque le cadre juridique qui régit le changement d'utilisation des terres est fragmenté et incohérent, ce qui peut arriver lorsque les politiques nationales relatives à l'utilisation des terres sont peu développées ou inexistantes, ou en cas de coordination insuffisante lors de la mise au point des instruments juridiques. En raison de



MINISTERIO DE AGRICULTURA,
ALIMENTACIÓN Y MEDIO AMBIENTE

TRIBUNAL CALIFICADOR
Orden AAA/759/2016, de 17 de mayo
19 de mayo de 2016

cette fragmentation et de cette incohérence, il peut être plus difficile d'appliquer efficacement les lois, et le recul des forêts est plus probable, notamment du fait de la conversion illégale des forêts pour l'agriculture ou d'autres utilisations des terres. Les lois seront probablement appliquées plus efficacement si toutes les parties prenantes comprennent et soutiennent les prescriptions légales. Les autres conditions préalables à la gestion durable des terres sont la sécurité foncière, la reconnaissance officielle des droits coutumiers d'utilisation des terres et des biens forestiers et le renforcement des droits des groupes vulnérables tels que les femmes pauvres et tributaires des forêts.

Il est essentiel de choisir les bons outils pour appuyer la mise en œuvre des politiques. Par exemple, si l'agriculture commerciale à grande échelle est l'une des causes principales du changement d'utilisation des terres, il est important d'utiliser des outils tels que des processus efficaces de réglementation du changement d'utilisation des terres, par exemple des évaluations de l'impact aux niveaux social et environnemental, afin de s'assurer que ce changement n'entraîne pas une déforestation indésirable. Par contre, si c'est l'agriculture locale de subsistance qui est l'une des causes principales, les outils de politique peuvent comprendre des mesures plus larges de lutte contre la pauvreté, assorties d'actions visant à améliorer les pratiques agricoles locales et autres pratiques relatives à l'utilisation des terres. Dans certains des pays des études de cas, l'analyse des causes de la déforestation a été l'un des éléments qui ont servi de base à la conception des instruments de politique voulus.

